

3° in het tweede lid worden de vermeldingen van de schalen van de ambtenaren-generaal vervangen als volgt :

150/li	161/li
Minimum : 41.130,62	Minimum : 51.230,62
Trappen : 10 (2) X 2020	Trappen : 10 (2) X 2020

Art. 2. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt : « In afwijking van artikel 34, tweede lid, in de schalen van de ambtenaren-generaal, onder het opschrift van de schaal 150/liest wordt het tussenbedrag van « 52.107,52 » ingevoegd. ».

Art. 4. Artikel 1, 1° en 2°, heeft uitwerking met ingang van de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 februari 2005 tot wijziging van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die tot het Sectorcomité XVII behoren ter uitvoering van de protocollen 312 en 320.

Artikel 1, 3°, en artikel 2 hebben uitwerking met ingang van 1 augustus 2016.

Artikel 3 heeft uitwerking met ingang van 1 april 2010 tot 31 maart 2013.

Brussel, 16 november 2016.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
André FLAHAUT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200148]

8 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre III de la Deuxième Partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 152, alinéa 4, 152/1, alinéa 1^{er}, 152/2, 152/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 3, § 4, 152/4, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, 152/5, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, 152/6, alinéas 1^{er} et 2, 152/7, § 2, 152/10, alinéa 2, 152/11, alinéa 2, 153/3, alinéa 2, 153/5, alinéa 2, 153/6, alinéa 3, 153/7, alinéa 2, 153/8, alinéa 1^{er}, 154/1, alinéa 3, 154/2, 154/4, alinéa 3, 155/2, 155/3, alinéa 2, 155/6, alinéa 3, du Code, remplacés ou modifiés par les décrets des 27 mars 2014 et 28 avril 2016;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 juillet 2016;

Vu le rapport du 21 juillet 2016 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, donné le 13 septembre 2016;

Considérant l'avis de la Fédération des CPAS de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 15 septembre 2016;

Vu l'avis 60.305/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 13 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 236 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 236. Au sens du présent Titre, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre ayant la politique de l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère dans ses attributions;

2° l'administration : le Département de l'Action sociale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, du Service public de Wallonie;

3° le Code : le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

4° le Parcours d'intégration : le Parcours d'intégration visé à l'article 152 du Code;

5° le Comité de coordination : le Comité de coordination visé à l'article 152/9 du Code;

6° les opérateurs : les organismes visés aux articles 152/4, § 1^{er}, 152/5, § 1^{er}, et 152/6 du Code;

7° grand pôle urbain : commune de plus de 100.000 habitants. ».

Art. 3. Dans l'intitulé du Titre II du Livre III de la Deuxième Partie, les articles 237, alinéa 2, 1°, 2° et 5°, 237/2, § 1^{er}, alinéa 5, et 238, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « Parcours d'accueil » sont à chaque fois remplacés par les mots « Parcours d'intégration ».

Art. 4. Dans l'article 237, alinéa 2, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° l'engagement de la commune de transmettre au centre un relevé des primo-arrivants ayant commandé leur titre de séjour de plus de trois mois; ».

Art. 5. A l'article 237/2 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Chaque centre crée, seul ou en partenariat avec une association sans but lucratif agréée en vertu de l'article 154/1 du Code, un pouvoir public ou un organisme reconnu par les pouvoirs publics visés aux articles 152/4, § 1^{er}, alinéa 2, et 152/5, § 1^{er}, alinéa 2, du Code, un ou plusieurs bureaux d'accueil.

Les primo-arrivants se voient, lors de leur première prise de contact avec le centre, fixer un rendez-vous en vue de leur participation au parcours d'intégration. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « de manière personnalisée » sont abrogés;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le bilan social visé à l'article 152/1, alinéa 2, 2°, du Code est réalisé par un travailleur social lors d'un entretien individualisé et confidentiel.

Il est réalisé à partir des informations communiquées par le bénéficiaire, notamment à propos de sa situation familiale, professionnelle, socio-économique, relationnelle, sa formation, son état de santé, son handicap et de ses conditions de logement.

Le bilan social permet au travailleur social d'apporter des réponses appropriées aux difficultés rencontrées par le bénéficiaire, via une aide visant à réaliser les démarches administratives ou via une orientation vers un dispositif d'aide ou de soutien approprié, notamment relatif à l'apprentissage de la langue française ou à l'insertion socioprofessionnelle.

Le besoin de formation à la langue française est notamment établi sur la base d'une identification du profil et du niveau réalisée lors du bilan social.

Le besoin d'une orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté est notamment établi par la nécessité de favoriser l'accès à l'emploi ou une formation. Le primo-arrivant déjà inscrit dans un processus d'insertion socioprofessionnelle à la date du bilan social est dispensé de l'orientation. ».

Art. 6. Dans l'article 237/3 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les entretiens d'évaluation visés à l'article 152/3, § 3 du Code portent sur :

1° l'accès du primo-arrivant aux formations ou autres dispositifs;

2° le suivi des formations ou autres dispositifs;

3° la motivation des absences éventuelles;

4° la modification, le cas échéant, de commun accord, du programme proposé;

5° la nécessité de prolonger la convention. »;

b) à l'alinéa 2, le mot « an » est remplacé par le mot « semestre »;

c) à l'alinéa 4, les mots « de formation du primo-arrivant » sont abrogés.

Art. 7. L'article 237/4 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 237/4. L'attestation de fréquentation visée à l'article 152/3, § 4, du Code est délivrée au primo-arrivant qui a suivi le module d'accueil visé à l'article 152, alinéa 2, 1°, du Code et les formations ou autres dispositifs prévus dans la convention d'accueil et qui justifie d'un taux de présence d'au moins quatre-vingts pour cent, sauf absence dûment justifiée.

Les opérateurs fournissent au centre les données utiles à l'établissement de l'attestation de fréquentation. L'attestation est conservée par le centre pendant dix ans. ».

Art. 8. L'article 237/6 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 237/6. Les formateurs à la langue française visés à l'article 152/4, § 1^{er}, alinéa 3, possèdent, au moins, lors de leur engagement, soit :

1° un baccalauréat ou un diplôme équivalent et une spécialisation dans l'apprentissage du français ou du français langue étrangère;

2° une expérience utile en qualité de formateur en français langue étrangère de trois ans minimum ou une validation des compétences délivrée par un organisme reconnu par la Région ou la Communauté française. ».

Art. 9. L'article 237/7 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 237/7. Les formateurs à la citoyenneté visés à l'article 152/5, § 1^{er}, alinéa 2, du Code possèdent, lors de leur engagement, soit :

1° un titre pédagogique;

2° une expérience utile de trois années minimum en formation d'adultes.

Les formateurs à la citoyenneté ont également au minimum le niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues.

Ils ont également suivi ou s'engagent à suivre, dans les 12 mois de leur engagement, une formation abordant l'intégration des personnes étrangères, l'interculturalité et au minimum les thématiques reprises à l'article 152/5, § 2, du Code ».

Art. 10. L'article 237/8 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 237/8. Les opérateurs visés à l'article 152/6 du Code sont chargés d'établir un bilan socio professionnel afin d'orienter les primo-arrivants vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté. Ce travail s'appuie sur les besoins du primo-arrivant en tenant compte de l'articulation avec les besoins des filières des métiers en pénurie.

Le bilan socioprofessionnel est réalisé au minimum sur la base de la qualification, de l'identification des compétences, du parcours professionnel et des besoins du primo-arrivant. Il est réalisé lors d'un entretien individualisé.

Le bilan socioprofessionnel permet d'apporter des réponses appropriées aux difficultés rencontrées par le bénéficiaire, via notamment une formation, un coaching, une aide administrative. Il peut prendre la forme d'un plan d'actions. ».

Art. 11. A l'article 238 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « de son inscription à la commune » sont remplacés par les mots « de la commande du titre de séjour de plus de trois mois »;

2° aux paragraphes 1^{er} et 2, les mots « alinéa 2 » sont à chaque fois abrogés;

3° au paragraphe 2, les mots « son inscription » sont chaque fois remplacés par les mots « la commande de son titre de séjour de plus de trois mois »;

4° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'administration communale complète et transmet au centre compétent la liste des primo-arrivants ayant commandé leur titre de séjour de plus de trois mois, accompagnée de leurs accusés de réception. La convention visée à l'article 237 détermine la fréquence de la transmission de la liste. Elle est au minimum mensuelle. ».

Art. 12. A l'article 238/1 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le primo-arrivant prend contact avec le centre compétent dans un délai de trois mois à dater de la commande de son titre de séjour afin de s'inscrire au module d'accueil. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Un mois avant l'échéance du délai de trois mois visé à l'alinéa 1^{er}, le centre adresse au primo-arrivant qui ne s'est pas présenté, un rappel des obligations visées à l'article 152/7, §§ 1^{er} et 2, du Code et des sanctions applicables en cas de méconnaissance de l'obligation visée à l'article 152/7, § 2, du Code. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'attestation visée à l'article 152/3, § 4, du Code prouve que le primo-arrivant :

1° a participé au bilan social visé à l'article 152/1, alinéa 2, 2°, du Code, ainsi que la date à laquelle il y a participé;

2° a reçu l'information sur les droits et devoirs visée à l'article 152/1, alinéa 2, 1°, du Code, ainsi que la date à laquelle il y a participé;

3° a participé à la formation à la citoyenneté visée à l'article 152/5 du Code, ainsi que les dates auxquelles il y a participé;

4° a participé à la formation à la langue française visée à l'article 152/4 du Code prescrite dans la convention d'accueil, ainsi que la période à laquelle il y a participé et le nombre d'heures de formation suivies;

5° a participé à l'orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté visé à l'article 152/6 du Code, ainsi que la date à laquelle il y a participé.

Pour les points 3° à 5°, les coordonnées des opérateurs sont mentionnées. »;

4° à l'alinéa 5, les mots « alinéa 1^{er} » sont abrogés.

Art. 13. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre II, Chapitre II, du même Code, il est inséré un article 238/2 rédigé comme suit :

« Art. 238/2. Le délai visé à l'article 152/7, § 2, du Code peut être prorogé par le Ministre pour une période de maximum 18 mois.

La demande de prorogation est adressée au Ministre par le primo-arrivant par envoi recommandé avant la fin du délai visé à l'article 152/7, § 2, du Code. La demande de prorogation est dûment motivée.

Le Ministre statue sur la demande dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande.

La décision du Ministre est notifiée au primo-arrivant par envoi recommandé. Le délai visé à l'article 152/7, § 2, du Code est suspendu à partir de la date de réception de l'envoi recommandé jusqu'à la date de réception de la notification.

Une copie de la décision est adressée au centre concerné. ».

Art. 14. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre II, du même Code, le Chapitre 3, comprenant les articles 239 à 239/1, est abrogé.

Art. 15. A l'article 240 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 2 » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, 2° les mots « § 1^{er} » sont abrogés;

3° à l'alinéa 3 les mots « alinéa 2 » sont abrogés.

Art. 16. Dans l'article 240/1 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « alinéa 2 » sont abrogés;

b) à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « § 1 » est remplacé par le mot « § 1^{er} »;

c) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Le fonctionnaire sanctionnateur décide que la sanction n'est pas applicable s'il constate que la Région ne rencontre pas ses obligations conformément à l'article 152/8, § 7, du Code. ».

Art. 17. A l'article 240/2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « alinéa 2 » sont supprimés.

Art. 18. Dans l'article 240/3 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou sur la base du dossier visé à l'article 240/4, alinéa 1^{er} » sont abrogés;

b) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « alinéa 2 » sont abrogés;

c) au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° une invitation à fournir tout élément à prendre en compte pour démontrer que la Région ne rencontre pas ses obligations conformément à l'article 152/8, § 7, du Code. »;

d) au paragraphe 2, 1°, les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3° » sont remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4° »;

e) au paragraphe 3, les mots « à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « au paragraphe 1^{er} ».

Art. 19. L'article 240/4 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 240/4. L'amende administrative visée à l'article 240/1 est payée dans les trente jours de la notification de la décision visée à l'article 240/3, § 2, alinéa 1^{er}. ».

Art. 20. Dans l'article 242 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 21. Dans l'article 242/1, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1^o, les mots « d'ordre intérieur » sont remplacés par les mots « de travail »;
- b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :
« 4^o les contrats de travail, les copies des diplômes et la qualification des membres du personnel »;
- c) les 5^o et 6^o sont abrogés.

Art. 22. Dans l'article 243 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « après avis de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visée à l'article 25 du Code » sont abrogés.

Art. 23. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre III, Chapitre III, du même Code il est inséré un article 243/1 rédigé comme suit :

« Art. 243/1. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention annuelle est accordée aux centres. Cette subvention se compose :

1^o d'un montant forfaitaire couvrant les frais de personnel et de fonctionnement définis sur la base des éléments décrits à l'article 153/7, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o et 4^o, du Code, comprenant notamment le coût employeur d'une personne chargée de réaliser le bilan social et qui dispose d'un profil équivalent à celui défini à l'article 242 pour la personne chargée de la coordination des projets; le montant ainsi alloué à chaque centre est au minimum équivalent à celui reçu par le centre, pour l'exercice 2015, pour ses missions décret, duquel sont déduits la part allouée pour les frais de fonctionnement et la subvention facultative complémentaire;

2^o d'un montant variable, défini conformément à l'article 152/10 du Code et couvrant les frais de personnel et de fonctionnement des missions en lien avec le parcours d'intégration.

Pour l'indexation des montants de la subvention forfaitaire, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions, à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. ».

Art. 24. Dans l'article 244 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Pour le calcul de la subvention relative à la rétribution du personnel de l'équipe de base visée à l'article 153/3 du Code » sont remplacés par les mots « Conformément à l'article 153/7, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, du Code »;

b) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « ou le numéro de registre national » sont insérés entre les mots « date de naissance » et les mots « de l'employé »;

c) au paragraphe 3, les mots « alinéa 1^{er}, » sont insérés entre les mots « 153/7, » et les mots « 2^o du Code ».

Art. 25. A l'article 245 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Conformément à l'article 153/7, alinéa 1^{er}, 3^o du Code » sont insérés en début de phrase;

2^o à l'alinéa 1^{er}, le nombre « 27 500 » est remplacé par le nombre « 60 000 »;

3^o à l'alinéa 3, les mots « à l'article 246 » sont remplacés par les mots « à l'article 12/1 ».

Art. 26. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre III, Chapitre III, du même Code, il est inséré un article 245/1 rédigé comme suit :

« Art. 245/1. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention annuelle d'un montant de 1.415.000 euros est accordée aux centres pour les missions concernant le parcours d'intégration. Cette subvention est répartie entre les centres sur base des critères suivants :

1^o le nombre d'opérateurs accompagnés par le centre pondéré à concurrence de vingt-cinq pour cent;

2^o le nombre de primo-arrivants enregistrés auprès des communes du territoire couvert par le centre qui ne bénéficient pas d'une dispense conformément à l'article 152/7, § 3, du Code pondéré à concurrence de vingt pour cent;

3^o le nombre de journées de formations et de sensibilisations en lien direct avec le public visé par le parcours d'intégration, réalisées par le centre pondéré à concurrence de vingt pour cent;

4^o le pourcentage de personnes étrangères sur le territoire couvert par le centre pondéré à concurrence de quinze pour cent;

5^o la taille du territoire couvert par le centre pondéré à concurrence de dix pour cent;

6^o la présence sur le territoire du centre d'un grand pôle urbain pondéré à concurrence de cinq pour cent;

7^o le nombre de communes sur le territoire couvert par le centre pondéré à concurrence de cinq pour cent.

Art. 27. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre III, Chapitre III, du même Code, il est inséré un article 245/2 rédigé comme suit :

« Art. 245/2. Conformément à l'article 153/7 alinéa 1^{er}, 4^o, du Code, une partie du montant forfaitaire de la subvention visée à l'article 243/1 d'un montant minimum de 20.000 euros est dédiée par les centres aux activités qu'ils développent en commun.

Art. 28. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre III, Chapitre III, du même Code, il est inséré un article 245/3 rédigé comme suit :

« Art. 245/3. Les montants de la subvention variable sont revus annuellement sur la base des critères visés à l'article 245/1 calculés sur l'ensemble de l'année précédente. ».

Art. 29. L'article 246 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 246. Les associations ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer une subvention dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

Art. 30. Dans l'article 247 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 153/9 » sont remplacés par les mots « à l'article 153/8 »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Un représentant de l'organisme d'interprétariat en milieu social agréé est associé aux réunions pour les points qui le concernent. ».

Art. 31. L'article 248 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 248. La personne visée à l'article 154/1, 3^o, du Code, est affectée à une ou plusieurs des missions visées à l'article 154 du Code.

La personne visée à l'article 154/1, 3^o, du Code :

- 1^o affectée à la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 1^o du Code, répond aux conditions prévues à l'article 237/6;
- 2^o affectée à la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 2^o, du Code, répond aux conditions prévues à l'article 237/7;
- 3^o affectée à la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 3^o, du Code, dispose au minimum d'un baccalauréat ou un diplôme équivalent ou d'une expérience utile de trois ans minimum en matière d'insertion socioprofessionnelle;
- 4^o affectée à la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 4^o, du Code, dispose soit d'un master ou d'un baccalauréat ou l'équivalent en droit et d'une formation spécifique en droit des étrangers. ».

Art. 32. Dans l'article 249, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1^o, les mots « d'ordre intérieur » sont remplacés par les mots « de travail »;
- b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :
« 4^o les contrats de travail, les copies des diplômes et la qualification des membres du personnel »;
- c) les 5^o et 6^o sont abrogés.

Art. 33. Dans la Deuxième Partie, Livre III, Titre IV, du même Code, il est inséré un chapitre 1^{er}/1 comportant l'article 250/2 rédigé comme suit :

« Chapitre 1^{er}/1. Appel à projets initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère

Art. 250/2. Conformément aux articles 152/4, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, 152/5, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, 152/6, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code, à l'initiative du Ministre, et selon les modalités fixées à l'article 251, § 1^{er}, un appel à projets initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère est organisé tous les deux ans, son lancement devant intervenir au plus tard durant le premier trimestre de l'année concernée.

L'appel à projets est ouvert aux associations sans but lucratif, aux pouvoirs locaux, aux fondations, aux établissements d'utilité publique et aux associations internationales sans but lucratif.

Un jury, composé de l'administration, d'un représentant du Ministre et des centres, chacun pour les projets relevant de leur ressort territorial, rend un avis. Les décisions sont rendues par le Ministre dans un délai maximum de deux mois à dater de la réception des avis. ».

Art. 34. L'article 251 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 251. § 1^{er}. Une subvention annuelle peut être accordée aux opérateurs visés à l'article 154/1 du Code, conformément à l'article 154/4 alinéa 4, 1^o à 6^o, du Code, à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Pour la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 1^o, du Code, un montant est fixé par module de quarante heures de formation par groupe de maximum quinze personnes de préférence de même niveau.

Pour la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 2^o, du Code, un montant est fixé par module de vingt heures de formation par groupe de maximum quinze personnes.

Pour la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 3^o, du Code, un montant est fixé par activité d'orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté.

Pour la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 4^o, du Code, un montant est fixé par permanence d'un volume horaire de minimum deux fois deux heures par semaine.

§ 2. Pour l'indexation de la subvention visée au paragraphe 1^{er} octroyée aux organismes agréés en vertu de l'article du Code 154/1, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions, à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 3. Les associations ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer une subvention dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

Art. 35. Dans le même Code, il est inséré un article 251/1 rédigé comme suit :

« Art. 251/1. Une subvention annuelle est accordée aux opérateurs retenus à l'issue de l'appel à projet visé à l'article 250/2 à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Le montant de cette subvention est arrêté sur base des activités mises en œuvre, des critères définis dans l'appel à projets visé à l'article 250/2 en s'appuyant pour ce qui les concerne sur les modalités définies pour les activités de l'article 251, § 1^{er}. ».

Art. 36. L'article 252 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 252. Le personnel de l'organisme d'interprétariat en milieu social est composé au minimum de :

1^o un équivalent temps plein chargé de la direction et de la gestion journalière, notamment de la supervision de la gestion administrative et financière, qui possède au moins, lors de son engagement, soit :

a) un diplôme de master ou l'équivalent et une expérience professionnelle utile d'au moins trois ans dans la gestion administrative et financière d'une asbl ainsi qu'une expérience utile dans le secteur de l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère;

b) un diplôme de baccalauréat ou l'équivalent et une expérience professionnelle utile d'au moins cinq ans dans la gestion administrative et financière d'une asbl ainsi qu'une expérience utile dans le secteur de l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère;

2^o un équivalent temps plein chargé de la gestion administrative et financière qui possède au moins, lors de son engagement, soit :

a) un diplôme de baccalauréat ou l'équivalent en comptabilité ou en secrétariat de direction;

b) un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et cinq ans d'expérience professionnelle utile;

3^o seize interprètes équivalents temps plein qui possèdent au moins, lors de leur engagement, soit :

a) un master ou un baccalauréat ou l'équivalent en interprétariat;

b) un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile en qualité d'interprète ou une formation spécifique en interprétariat social;

c) un certificat d'études secondaires inférieures et six ans d'expérience professionnelle utile en qualité d'interprète. ».

Art. 37. Dans l'article 253, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1^o, les mots « d'ordre intérieur » sont remplacés par les mots « de travail »;
- b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :
« 4^o les contrats de travail, les copies des diplômes et la qualification des membres du personnel »;
- c) les 5^o et 6^o sont abrogés.

Art. 38. L'article 255 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 255. § 1^{er}. Une subvention annuelle indexée d'un montant de 250.000 euros est accordée à l'organisme d'interprétariat en milieu social, conformément à l'article 152/11 du Code, à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Une subvention annuelle indexée de 300.000 euros est accordée, conformément à l'article 155/6 du Code, à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

§ 2. Pour l'indexation des montants visés au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions, à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 3. L'organisme d'interprétariat en milieu social ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut pas se voir octroyer une subvention dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

Art. 39. Les centres, les initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère et l'organisme d'interprétariat en milieu social agréé au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'un délai de maximum trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour se conformer aux articles 242, 242/1, 248, 249, 252 et 253 du même Code.

Art. 40. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200148]

8 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek III van het Tweede Deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 152, vierde lid, 152/1, eerste lid, 152/2, 152/3, § 1, eerste lid, § 2, tweede lid, § 3, derde lid, § 4, 152/4, § 1, tweede en derde lid, 152/5, § 1, tweede en derde lid, 152/6, eerste en tweede lid, 152/7, § 2, 152/10, tweede lid, 152/11, tweede lid, 153/3, tweede lid, 153/5, tweede lid, 153/6, derde lid, 153/7, tweede lid, 153/8, eerste lid, 154/1, derde lid, 154/2, 154/4, derde lid, 155/2, 155/3, tweede lid, 155/6, derde lid, van het Wetboek, vervangen of gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014 en 28 april 2016;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juli 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 juli 2016;

Gelet op het rapport van 21 juli 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie integratie vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst), gegeven op 13 september 2016;

Gelet op het advies van de "Fédération des CPAS de l'Union des Villes et Communes de Wallonie" (Federatie van de Ocmw's van de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), gegeven op 15 september 2016;

Gelet op het advies nr. 60.305/4 van de Raad van State, gegeven op 14 november 2016, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art 2. Artikel 236 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 236. In de zin van deze Titel wordt verstaan onder :

1^o de Minister : de Minister bevoegd voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst;

2^o de administratie : het Departement Sociale Actie van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst;

3^o het Wetboek : het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

4^o het integratietraject : het integratietraject bedoeld in artikel 152 van het Wetboek;

5° het coördinatiecomité : het coördinatiecomité bedoeld in artikel 152/9 van het Wetboek;

6° de operatoren : de instellingen bedoeld in de artikelen 152/4, § 1, 152/5, § 1, en 152/6 van het Wetboek;

7° grootstedelijke kern : gemeente van meer dan 100.000 inwoners.”.

Art. 3. In het opschrift van Titel II van Boek III van het Tweede Deel, artikelen 237, tweede lid, 1°, 2° en 5°, 237/2, § 1, vijfde lid, en 238, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “Opvangtraject” telkens vervangen door het woord “Integratietraject”.

Art. 4. In artikel 237, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt 3° vervangen als volgt :

“3° de verbintenis van de gemeente tot overlegging aan het centrum van een overzicht van de nieuwkomers die hun verblijfstitel van meer dan drie maanden hebben besteld”.

Art. 5. In artikel 237/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

“Elk centrum richt één of meer opvangkantoren op, alleen of in partnerschap met een krachtens artikel 154/1 van het Wetboek erkende vereniging zonder winstoogmerk, met een openbare overheid of een instelling erkend door de openbare overheden bedoeld in de artikelen 152/4, § 1, tweede lid, en 152/5, § 1, tweede lid, van het Wetboek,

Tijdens hun eerste contact met het centrum wordt met de nieuwkomers een afspraak gemaakt met het oog op hun deelname aan het integratietraject.”;

1° in paragraaf 3, lid 1, worden de woorden “op gepersonaliseerde wijze” opgeheven;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“§ 4. De in artikel 152/1, tweede lid, 2°, van het Wetboek, bedoelde sociale balans wordt door een maatschappelijk werker opgemaakt tijdens een geïndividualiseerd en vertrouwelijk onderhoud.

Ze wordt opgemaakt op grond van de informatie die de begunstigde verstrekt, met name over zijn familiale, professionele, sociaal-economische, relationele toestand, zijn opleiding, gezondheid, handicap en woonomstandigheden.

Aan de hand van de sociale balans kan de maatschappelijk werker op gepaste wijze inspelen op de moeilijkheden die de begunstigde ondervindt, via een hulpverlening bij het ondernemen van de administratieve stappen of via een oriëntatie naar een geschikt hulp- of steunverleningsstelsel, met name een stelsel betreffende het leren van de Franse taal of de socio-professionele inschakeling.

De nood aan opleiding voor de Franse taal wordt met name op grond van een bij de sociale balans uitgevoerde identificatie van het profiel en van het niveau bepaald.

De nood aan een oriëntatie naar het geschikte stelsel voor socio-professionele inschakeling wordt met name bepaald door de noodzaak om de toegang tot het arbeidsproces of tot een opleiding te bevorderen. De nieuwkomer die op de datum van de sociale balans reeds ingeschreven is in een proces voor socio-professionele inschakeling wordt van de oriëntatie vrijgesteld.”.

Art. 6. In artikel 237/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“De evaluatiegesprekken bedoeld in artikel 152/3, § 3, van het Wetboek hebben betrekking op :

1° de toegang van de nieuwkomer tot de opleidingen of tot de andere stelsels;

2° de opvolging van de opleidingen of van de andere stelsels;

3° de rechtvaardiging van eventuele afwezigheden;

4° in voorkomend geval, de wijziging, in onderlinge overeenstemming, van het overgelegde opleidingsprogramma;

5° de noodzaak tot verlenging van de overeenkomst.”;

b) in het tweede lid wordt het woord “jaar” vervangen door het woord “halfjaar”.

2° in het vierde lid worden de woorden “De opleidingsoperatoren van de nieuwkomer verstrekken” vervangen door de woorden “De operatoren verstrekken”.

Art. 7. Artikel 237/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

“Art. 237/4. Het bezoekattest bedoeld in artikel 152/3, § 4, van het Wetboek wordt afgegeven aan de nieuwkomer die de opvangmodule bedoeld in artikel 152, tweede lid, 1°, van het Wetboek en de opleidingen of andere stelsels waarin de opvangovereenkomst voorziet, heeft gevolgd en die een aanwezigheidspercentage aantooft van minstens tachtig percent, behoudens behoorlijk gerechtvaardigde afwezigheid.

De operatoren verstrekken het centrum de nodige gegevens voor het opmaken van het bezoekattest. Het attest wordt tijdens tien jaar door het centrum bewaard.”.

Art. 8. Artikel 237/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

“Art. 237/6. Bij hun indienstneming beschikken de in artikel 152/4, 1, derde lid, bedoelde opleiders in de Franse taal minstens over :

1° een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma en een specialisatie in het aanleren van het Frans of van het Frans als vreemde taal;

2° minimum drie jaar nuttige ervaring als opleider in het Frans als vreemde taal of over een bekrachtiging van de vaardigheden afgeleverd door een instelling die door het Gewest of de Franse Gemeenschap erkend is.”.

Art. 9. Artikel 237/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

“Art. 237/7. Bij hun indienstneming beschikken de in artikel 152/5, § 1, tweede lid, bedoelde opleiders inzake burgerschap over :

1° een pedagogisch getuigschrift;

2° een nuttige ervaring van minstens drie jaar als opleider voor volwassenen.

De opleiders inzake burgerschap hebben ook minstens het niveau C1 van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen.

Ze hebben ook een opleiding betreffende de integratie van de vreemdelingen, de interculturaliteit en minstens de thematieken vermeld in artikel 152/5, § 2, van het Wetboek gevolgd of verbinden er zich toe deze opleiding binnen 12 maanden na hun indienstneming te volgen”.

Art. 10. Artikel 237/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 237/8. De in artikel 152/6 van het Wetboek bedoelde operatoren worden ermee belast een socio-professionele balans op te maken om de nieuwkomers naar het aangepaste stelsel voor socio-professionele inschakeling te oriënteren. Dit werk steunt op de behoefte van de nieuwkomer rekening houdende met de koppeling met de behoefte van de filières van de knelpuntberoepen.

De socio-professionele balans wordt minstens op basis van de kwalificatie, van de identificatie van de vaardigheden, van het professioneel parcours en van de behoefte van de nieuwkomer opgemaakt. Ze wordt opgemaakt tijdens een geïndividualiseerd onderhoud.

Aan de hand van de socio-professionele balans kan worden ingespeeld op de moeilijkheden die de begunstigde ondervindt, via met name een opleiding, een coaching, een administratieve hulp. Ze kan de vorm aannemen van een actieplan."

Art. 11. Artikel 238 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

1° in § 1 worden de woorden "Wanneer de nieuwkomer bij de gemeente ingeschreven wordt" vervangen door de woorden "Bij de bestelling van de verblijfsvergunning van meer dan drie maanden";

2° in de § 1 en 2 worden de woorden "tweede lid" telkens opgeheven;

3° in § 2 worden de woorden "de inschrijving" of de woorden "zijn inschrijving" vervangen door de woorden "de bestelling van de verblijfsvergunning van meer dan drie maanden";

4° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Het gemeentebestuur vult de lijst van de onlangs ingeschreven nieuwkomers die hun verblijfsvergunning van meer dan drie maanden hebben besteld, samen met hun ontvangbewijzen in en maakt ze aan het bevoegde centrum over. De in artikel 237 bedoelde overeenkomst bepaalt de frequentie van de overmaking van de lijst. Ze is minstens maandelijks."

Art. 12. Artikel 238/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De nieuwkomer neemt contact op met het bevoegde centrum binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de bestelling van zijn verblijfsvergunning van meer dan drie maanden, om zich in te schrijven voor de opvangmodule.;"

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Een maand voor de vervaldatum van de termijn van drie maanden bedoeld in het eerste lid richt het centrum aan de nieuwkomer die zich niet heeft gemeld, een herinnering aan de verplichtingen bedoeld in artikel 152/7, §§ 1 en 2 van het Wetboek en aan de toepasselijke sancties in geval van niet-nakoming van de verplichting bedoeld in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek.;"

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Het attest bedoeld in artikel 152/3, § 4, van het Wetboek bevestigt dat de nieuwkomer :

1° deelgenomen heeft aan de sociale balans bedoeld in artikel 152/1, tweede lid, 2°, van het Wetboek alsook de datum waarop hij eraan heeft deelgenomen;

2° de informatie over de rechten en plichten bedoeld in artikel 152/1, tweede lid, 1°, van het Wetboek alsook de datum waarop hij eraan heeft deelgenomen, heeft ontvangen;

3° deelgenomen heeft aan de opleiding inzake burgerschap bedoeld in artikel 152/5 van het Wetboek, alsook de data waarop hij eraan heeft deelgenomen;

4° deelgenomen heeft aan de in de opvangovereenkomst bedoelde opleiding voor het leren van de Franse taal bedoeld in artikel 152/4 van het Wetboek alsook de periode waarop hij eraan heeft deelgenomen en het aantal gevolgde opleidingen;

5° deelgenomen heeft aan de oriëntatie naar het geschikte stelsel inzake socio-professionele inschakeling alsook de datum waarop hij eraan heeft deelgenomen.

Voor de punten 3° tot 5° worden de adresgegevens van de operatoren vermeld.;"

4° in het vijfde lid worden de woorden "eerste lid" opgeheven.

Art. 13. In het Tweede Deel, Boek III, Titel II, Hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 238/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 238/2. De in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek bedoelde termijn kan voor maximum 18 maanden door de Minister verlengd.

De verlengingsaanvraag wordt door de nieuwkomer bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht voor het einde van de termijn bedoeld in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek. De verlengingsaanvraag wordt gemotiveerd.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de aanvraag.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekend schrijven aan de nieuwkomer meegedeeld. De in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek wordt opgeschort vanaf de datum van ontvangst van het aangetekend schrijven tot de datum van ontvangst van de mededeling.

Een afschrift van de beslissing wordt aan het betrokken centrum gericht."

Art. 14. In het Tweede Deel, Boek III, Titel II, van hetzelfde Wetboek wordt Hoofdstuk 3, dat de artikelen 239 tot 239/1 omvat, opgeheven.

Art. 15. Artikel 240 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "tweede lid" opgeheven.

2° in het tweede lid worden de termen " § 1" opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden "tweede lid" opgeheven.

Art. 16. Artikel 240/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

a) in het eerste lid, 1°, worden de woorden "tweede lid" opgeheven;

b) in het tweede lid, 2°, van de Franse versie worden de termen " § 1" vervangen door de termen " § 1";

a) het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

"De sanctionerend ambtenaar beslist dat de sanctie niet toepasselijk is indien hij vaststelt dat het Gewest zijn verplichtingen niet vervult overeenkomstig artikel 152/8, § 7, van het Wetboek."

Art. 17. In artikel 240/2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervallen de woorden "tweede lid".

Art. 18. Artikel 240/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

- a) in § 1, eerste lid, worden de woorden "op basis van het dossier bedoeld in artikel 240, eerste lid," opgeheven;
- b) in § 1, eerste lid, 1^o, worden de woorden "tweede lid" opgeheven;
- c) in § 1, tweede lid, wordt 7^o vervangen als volgt :

7^o een verzoek tot overlegging van elk element dat in aanmerking genomen moet worden om aan te tonen dat het Gewest zijn verplichtingen niet vervult overeenkomstig artikel 152/8, § 7, van het Wetboek.;

d) in paragraaf 2, 1^o, worden de woorden "in paragraaf, tweede lid, 3^o", vervangen door de woorden "paragraaf 1, tweede lid, 4^o";

2^o in paragraaf 3, worden de woorden "in het eerste lid" vervangen door de woorden "in § 1".

Art. 19. Artikel 240/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 204/4. De administratieve boete bedoeld in artikel 240/1 wordt betaald binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 240/3, § 2, eerste lid."

Art. 20. In artikel 242 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 21. Artikel 242/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

- a) in 1^o worden de woorden "huishoudelijk reglement" vervangen door het woord "arbeidsreglement";
- b) punt 4^o wordt vervangen als volgt :
"4^o de arbeidsovereenkomsten, de afschriften van de diploma's en de kwalificatie van de personeelsleden";
- c) de punten 5^o en 6^o worden opgeheven.

Art. 22. In artikel 243 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "Na advies van de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" bedoeld in artikel 25 van het Wetboek" opgeheven.

Art. 23. In het Tweede Deel, Boek III, Titel III, Hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 243/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 243/1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten wordt een jaarlijkse subsidie aan de centra toegekend. Deze subsidie bestaat uit :

1^o een forfaitair bedrag dat de personeels- en werkingskosten bepaald op grond van elementen bedoeld in artikel 153/7, eerste lid, 1^o, 2^o, 3^o en 4^o van het Wetboek dekt; die kosten omvatten met name de werkgeverskosten voor een persoon belast met de opmaking van de sociale balans en die beschikt over een profiel gelijkwaardig aan het profiel bedoeld in artikel 242 voor de persoon belast met de coördinatie van de projecten; het aan ieder centrum toegekend bedrag is minstens gelijkwaardig aan het bedrag ontvangen door het centrum voor het boekjaar 2015 voor zijn decretale opdrachten, waarvan het deel toegekend voor de werkingskosten en de aanvullende facultatieve subsidie worden afgetrokken;

2^o een overeenkomstig artikel 152/10 van het Wetboek bepaald variabel bedrag dat de personeels- en werkingskosten van de opdrachten gebonden aan het integratietraject dekt.

De indexering van de bedragen van de forfaitaire subsidie valt onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 24. Artikel 244 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

a) in § 1, eerste lid, worden de woorden "Voor de berekening van de subsidie betreffende de bezoldiging van het personeel van de basisploeg bedoeld in artikel 153/3 van het Wetboek" vervangen door de woorden "Overeenkomstig artikel 153/7, eerste lid, 1^o en 2^o, van het Wetboek";

b) in § 1, eerste lid, 3^o, worden de woorden "of het rijksregisternummer" ingevoegd tussen de woorden "de geboortedatum" en de woorden "van de werknemer";

c) in paragraaf 3, worden de woorden "eerste lid," ingevoegd tussen de bewoordingen "153/7," en de woorden "2^o van het Wetboek".

Art. 25. Artikel 245 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

1^o in het eerste lid wordt de eerste zin vervangen als volgt : "Overeenkomstig artikel 153/7, eerste lid, 3^o, van het Wetboek wordt een jaarlijkse vaste subsidie van 27.500 euro aan elk centrum toegekend om de werkings- en activiteitenkosten te dekken.

2^o in het eerste lid wordt het getal "27500" vervangen door het getal "60000";

3^o in het derde lid worden de woorden "in artikel 246" vervangen door de woorden "in artikel 12/1".

Art. 26. In het Tweede Deel, Boek III, Titel III, Hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 245/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 245/1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten wordt een jaarlijkse subsidie van 1.415.000 euro aan de centra voor de opdrachten betreffende het integratietraject toegekend. Deze subsidie wordt tussen de centra verdeeld op grond van de volgende criteria :

1^o het aantal door het centrum begeleide operatoren, gewogen ten belope van 25 % gewogen;

2^o het aantal nieuwkomers die bij de gemeenten van het door het centrum gedekte grondgebied geregistreerd zijn en die niet in aanmerking voor een vrijstelling overeenkomstig artikel 152/7, § 3, van het Wetboek, gewogen ten belope van 20 % ;

3^o het aantal opleidings- en sensibilisatiedagen die rechtstreeks verband houden met het publiek bedoeld in het integratietraject en die door het centrum worden uitgevoerd, gewogen ten belope van 20 % ;

4^o het percentage vreemdelingen op het door het centrum gedekte grondgebied, gewogen ten belope van 15 %;

5^o de omvang van het door het centrum gedekte grondgebied, gewogen ten belope van 10 %;

6^o de aanwezigheid van een grootstedelijke kern op het grondgebied van het centrum, gewogen ten belope van 5 %;

7^o het aantal gemeenten op het door het centrum gedekte grondgebied, gewogen ten belope van 5 %.

Art. 27. In het Tweede Deel, Boek III, Titel III, Hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 245/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 245/2. Overeenkomstig artikel 153/7, eerste lid, 4°, van het Wetboek wordt een deel van het forfaitair bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 243/1 voor een minimum bedrag van 20.000 euro door de centra gebruikt voor de activiteiten die ze gezamenlijk ontwikkelen.

Art. 28. In het Tweede Deel, Boek III, Titel III, Hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 245/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 245/3. De bedragen van de variabele subsidie worden jaarlijks herzien op grond van de criteria bedoeld in artikel 245/1 berekend op het geheel van het vorige jaar."

Art. 29. Artikel 246 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 246. De verenigingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen subsidie ontvangen."

Art. 30. Artikel 247 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden "in artikel 153/9" vervangen door de woorden "in artikel 153/8".

b) tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Een vertegenwoordiger van de erkende instelling inzake tolken in sociaal milieu is betrokken bij de vergaderingen voor de punten die hem betreffen."

Art. 31. Artikel 248 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 248. De in artikel 154/1, 3°, van het Wetboek, wordt belast met één of meerdere opdrachten bedoeld in artikel 154 van het Wetboek.

De in artikel 154/1, 3°, van het Wetboek bedoelde persoon :

1° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 1°, van het Wetboek voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 237/6;

2° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 2°, van het Wetboek voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 237/7;

3° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 3°, van het Wetboek beschikt minstens over een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma of een nuttige ervaring van minimum drie jaar inzake socio-professionele inschakeling;

4° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 4°, van het Wetboek beschikt over een master of het equivalent in het recht en over een specifieke opleiding van de vreemdelingen."

Art. 32. Artikel 249, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

a) in 1° worden de woorden "huishoudelijk reglement" vervangen door het woord "arbeidsreglement";

b) punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° de arbeidsovereenkomsten, de afschriften van de diploma's en de kwalificatie van de personeelsleden";

c) de punten 5° en 6° worden opgeheven.

Art. 33. In het Tweede Deel, Boek III, Titel IV, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk 1/1, dat artikel 250/2 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk 1/1. Projectenoproepen plaatselijke initiatieven tot integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

Art. 250/2. Overeenkomstig de artikelen 152/4, § 1, tweede lid, 4°, 152/5, § 1, tweede lid, 4°, 152/6, eerste lid, 4°, van het Wetboek wordt op initiatief van de Minister en volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 251, § 1, een projectenoproep plaatselijke initiatieven tot integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst om de twee jaar georganiseerd, waarbij de opstart ervan uiterlijk tijdens het eerste kwartaal van het betrokken jaar moet plaatsvinden.

De projectenoproep staat open voor de verenigingen zonder winstoogmerk, de plaatselijke besturen, de stichtingen, de verenigingen van openbaar nut en de internationale verenigingen zonder winstoogmerk.

Een jury samengesteld uit de administratie, een vertegenwoordiger van de Minister en de centra, ieder voor de projecten die onder hun ambtsgebied vallen, brengt een advies uit. De beslissingen worden door de Minister meegedeeld binnen maximum twee maanden na ontvangst van de adviezen."

Art. 34. Artikel 251 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 251. § 1. Een jaarlijkse subsidie kan overeenkomstig artikel 154/1, vierde lid, 1° tot 6°, van het Wetboek als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten toegekend worden aan de operatoren bedoeld in artikel 154/1 van het Wetboek.

Voor de in artikel 154, tweede lid, 1°, van het Wetboek bedoelde opdracht wordt een bedrag bepaald per module van veertig uur opleiding per groep van maximum vijftien personen bij voorkeur van hetzelfde niveau.

Voor de in artikel 154, tweede lid, 2°, van het Wetboek bedoelde opdracht wordt een bedrag bepaald per module van twintig uur opleiding per groep van maximum vijftien personen.

Voor de in artikel 154, tweede lid, 3°, van het Wetboek bedoelde opdracht wordt een bedrag bepaald per oriëntatie naar het geschikte stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Voor de in artikel 154, tweede lid, 4°, van het Wetboek bedoelde opdracht wordt een bedrag bepaald per uurvolume van minstens twee uur per week.

De indexering van de in § 1 bedoelde subsidie, die krachtens artikel 154/1 van het Wetboek aan de erkende instellingen wordt toegekend, valt onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 3. De verenigingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen subsidie ontvangen."

Art. 35. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 251/1, luidend als volgt :

"Art. 251/1. Een jaarlijkse toelage wordt als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten toegekend aan de operatoren die aan het einde van de in artikel 250/2 bedoelde projectenoproep worden gekozen.

Het bedrag van die subsidie wordt bepaald op grond van de uitgevoerde activiteiten, van de criteria bepaald in de projectenoproep bedoeld in artikel 250/2 en, wat hen betreft, op basis van de modaliteiten bepaald voor de activiteiten van artikel 251, § 1."

Art. 36. Artikel 252 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 252. Het personeel van de instelling inzake tolken in sociaal milieu is samengesteld uit minimum :

1° een voltijds equivalent die voltijds instaat voor de directie en het dagelijks beheer, meer bepaald de supervisie van het administratief en financieel beheer, en die bij zijn indienstneming beschikt over minstens :

a) hetzij een master of een gelijkwaardig diploma en minstens drie jaar nuttige ervaring in het administratief en financieel beheer van een vzw alsook een nuttige ervaring in de sector van de integratie van vreemdelingen en personen van buitenlandse herkomst;

b) hetzij een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma en minstens vijf jaar nuttige ervaring in het administratief en financieel beheer van een VZW alsook een nuttige ervaring in de sector van de integratie van vreemdelingen en personen van buitenlandse herkomst;

2° een voltijds equivalent belast met het administratief en financieel beheer die bij zijn indienstneming beschikt over minstens :

a) hetzij een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma inzake boekhouding of directiesecretariaat;

b) hetzij een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en vijf jaar nuttige beroepservaring;

3° zestien (voltijds equivalent) tolken die bij hun indienstneming beschikken over minstens :

a) hetzij een master een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma tolken;

b) hetzij een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en drie jaar nuttige beroepservaring als tolk of een specifieke opleiding inzake tolken in een sociale context;

c) hetzij een getuigschrift van het lager secundair onderwijs en zes jaar nuttige beroepservaring als tolk."

Art. 37. Artikel 253, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

a) in 1° worden de woorden "huishoudelijk reglement" vervangen door het woord "arbeidsreglement";

b) punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° de arbeidsovereenkomsten, de afschriften van de diploma's en de kwalificatie van de personeelsleden";

c) de punten 5° en 6° worden opgeheven.

Art. 38. Artikel 255 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 255. § 1. Overeenkomstig artikel 152/11 van het Wetboek wordt een geïndexeerde jaarlijkse subsidie van 250.000 euro aan de tolkdienst in een sociale context als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten toegekend.

Overeenkomstig artikel 155/6 van het Wetboek wordt een geïndexeerde jaarlijkse subsidie van 300.000 euro toegekend als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten.

§ 2. Het bedrag bedoeld in § 1, eerste en tweede lid, wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

§ 3. De instelling inzake tolken in sociaal milieu die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mag binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen subsidie ontvangen."

Art. 39. De centra, de plaatselijke initiatieven tot integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst en de instelling inzake tolken in sociaal milieu erkend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit beschikken over een termijn van maximum drie jaar te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit om overeen te stemmen met artikelen 242, 242/1, 248, 249, 252 en 253 van hetzelfde Wetboek.

Art. 40. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT